



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

N° _____/AONR/MINTP/CMPM-TI/2018 du _____ 2018

en procédure d'urgence pour le contrôle technique et la surveillance des travaux de réhabilitation de la route : Carrefour Bantoum II-Nemma-Nigeria ; Carrefour Mantoum I-Mantoum II et Inter RN4 (Kinding Ndé) - Bantoum-Yaka (23Km) dans le Département du Mbam et Inoubou, Région du Centre.

Financement : BIP- MINTP (Exercices 2018 et suivants)

Imputation : 52 36 467 03 33 00 20 2250

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte de la République du Cameroun un Appel d'Offres National Restreint pour la réalisation de la prestation sus-indiquée.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le présent Appel d'Offres a pour objet le contrôle technique et la surveillance des travaux de réhabilitation de la route : Carrefour Bantoum II-Nemma-Nigeria ; Carrefour Mantoum I-Mantoum II et Inter RN4 (Kinding Ndé) - Bantoum-Yaka (23Km) dans le Département du Mbam et Inoubou, Région du Centre.

2. Allotissement

L'Appel d'Offres porte sur un (01) lot unique tel que présenté ci-après :

Région	Département	Tronçon	Longueur estimée (Km)	Budget Prévisionnel TTC	Délai (mois)	Type d'intervention
CENTRE	MBAM ET INOUBOU	CARREFOUR BANTOUM II-NEMMA-NIGERIA ; CARREFOUR MANTOUM I-MANTOUM II ET INTER RN4 (KINDING NDE) - BANTOUM-YAKA	23	20 000 000	07	Contrôle technique et surveillance des travaux

3. Consistance des prestations :

Les prestations consisteront à:

- Surveiller l'exécution des travaux ;

- Assurer le contrôle technique et géotechnique de la mise en œuvre des travaux
- Proposer à la signature du Chef de Service du marché des ordres de services nécessaires à la bonne exécution des travaux;
- Veiller à l'assurance de la qualité et à l'application des mesures de protection de l'environnement;
- Veiller à l'établissement des plans de récolement.

Par ailleurs, cette consistance des prestations est beaucoup plus exhaustive dans les termes de référence.

4. Participation et origine :

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux BET ou groupement de BET de droit camerounais issue de la liste de la composante 1 du résultat de l'Avis à Sollicitation de Manifestation d'Intérêt N°027/AMI/MINTP/2018 du 19 avril 2018 se présentant ainsi qu'il suit :

N°	BET OU GROUPEMENT DE BET	BP	TEL
1	SETEC INGENIERIE	10083 YAOUNDE	222 23 05 82/ 699 98 29 04
2	LE COMPETING	6718 DOUALA	222 21 59 88 / 699 50 11 77
3	DIDON CONSEIL SARL	30011 YAOUNDE	222 20 69 09
4	GROUPEMENT PYRAMIDES INTER/ MATURIS	13 548 YAOUNDE 11 681 YAOUNDE	222 23 63 72
5	GROUPEMENT NEK CAMEROUN / BEM	25 129 YAOUNDE	699 78 79 73 / 243 73 36 27
6	ECTA BTP	785 YAOUNDE	222 22 04 65/ 222 22 00 87
7	GROUPEMENT GENERAL ENGINEERING/INTEG	11 088 YAOUNDE	242 73 86 37/ 699 92 48 95

5. Financement et montant prévisionnel

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Publics, Exercices 2018 et suivants. Le coût prévisionnel des prestations est de : **Vingt millions (20 000 000) de francs CFA Toutes Taxes Comprises.**

6. Délai d'exécution des prestations:

La durée d'exécution des prestations est de sept (07) mois.

7. Administration au nom de laquelle sera conclu le marché :

A l'issue de l'examen des offres des soumissionnaires et du choix de l'attributaire par le Maître d'Ouvrage, le marché sera conclu entre celui-ci et le Maître d'Ouvrage qui est le Ministre des Travaux Publics.

8. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres pourra être obtenu dans les services du Maître d'Ouvrage, notamment à la Sous-Direction des Marchés Publics, Service des Appels d'Offres, au rez de chaussée de l'immeuble KEANO, abritant certains services du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble où est logée la Cellule Spéciale de l'enregistrement des impôts (voie d'accès en pavés, sise au quartier MVOG-ADA), sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable au titre des frais d'achat du dossier de Vingt-cinq mille (25 000) Francs CFA.

Cette quittance devra identifier le payeur comme représentant du bureau d'Etudes Technique désireuse de participer à l'appel d'offres.

9. Cautionnement provisoire (garantie de soumission):

Les offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par un établissement bancaire de premier rang agréé par le ministre en charge des finances et d'un montant égal à :

Montant de la Caution de soumission en Francs CFA
300 000

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard 30 jours après l'expiration de la validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est attributaire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif. Les chèques bancaires même certifiés ne sont pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté auprès des services du Maître d'Ouvrage, Sous-Direction des Marchés Publics, Service des Appels d'Offres, au rez de chaussée de l'immeuble KEANO, abritant certains services du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble où est logée la Cellule Spéciale de l'enregistrement des impôts (voie d'accès en pavés, sise au quartier MVOG-ADA).

11. Présentation des offres

Les documents constituant l'offre seront répartis en trois volumes ci-après, placés sous double enveloppe dont :

- L'enveloppe A contenant les Pièces administratives (volume 1) et l'Offre technique (Volume 2) ;
- L'enveloppe B contenant l'Offre financière (Volume 3) ;
- L'enveloppe C contenant une copie supplémentaire de l'offre financière (offre témoin scellée) qui sera transmise à l'organisme chargé de la Régulation des Marchés Publics pour conservation conformément à l'article 92 alinéa 8, du décret 2018/366 du 20 juin 2018 portant code des marchés publics.

Toutes les pièces constitutives des offres (Enveloppes A, B et C), seront placées dans une grande enveloppe extérieure scellée portant uniquement la mention de l'Appel d'Offres en cause.

Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur identique autre que la blanche.

12. Remise des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels devra être déposée dans les services du Maître d'Ouvrage, Direction des Affaires Générales, Sous-Direction des Marchés Publics, Service des Appels d'Offres, au rez de chaussée de l'immeuble KEANO, abritant certains services du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble où est logée la Cellule Spéciale de l'enregistrement des impôts (voie d'accès en pavés, sise au quartier MVOG-ADA), au plus tard le 4/10/2018 à 13 heures et devra porter la mention :

« APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° 74 /AONR/MINTP/CMPM-TI/2018 du 14/09/ 2018
en procédure d'urgence pour le contrôle technique et la surveillance des
travaux de réhabilitation de la route : Carrefour Bantoum II-Nemma-Nigeria ;
Carrefour Mantoum I-Mantoum II et Inter RN4 (Kinding Ndé) - Bantoum-
Yaka (23Km) dans le Département du Mbam et Inoubou, Région du Centre.
Financement : BIP- MINTP (Exercices 2018 et suivants)
Imputation : 52 36 467 03 33 00 20 2250
A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

NB : L'enveloppe C contenant une copie supplémentaire de l'offre financière, rédigée en français et en anglais devra porter la mention :

« APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° 74 /AONR/MINTP/CMPM-TI/2018 du 14/09/ 2018
en procédure d'urgence pour le contrôle technique et la surveillance des
travaux de réhabilitation de la route : Carrefour Bantoum II-Nemma-Nigeria ;

Carrefour Mantoum I-Mantoum II et Inter RN4 (Kinding Ndé) - Bantoum-Yaka (23Km) dans le Département du Mbam et Inoubou, Région du Centre.

Financement : BIP- MINTP (Exercices 2018 et suivants)

Imputation : 52 36 467 03 33 00 20 2250

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

OFFRE TEMOIN A TRANSMETTRE A L'ARMP POUR CONSERVATION ».

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt seront irrecevables.

13. Ouverture des Offres

L'ouverture des offres se fera en deux temps.

- L'ouverture des offres administrative et technique aura lieu le 4/10/2018 à 14 heures par la Commission Ministerielle de Passation des Marchés des Travaux d'Infrastructures auprès du Ministère des travaux Publics, siégeant à la salle de réunion de ladite commission sis à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé. Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée de leur choix, ayant une parfaite connaissance du dossier.
- A l'issue de l'examen des pièces administratives et de l'évaluation des offres techniques, l'ouverture des offres financières sera effectuée dans les mêmes conditions, à une date ultérieure qui sera communiquée aux soumissionnaires dont le dossier administratif est conforme et ayant obtenu une note technique égale ou supérieure à 70 points sur 100.

14. Recevabilité des Offres

Les offres ne respectant pas le mode de séparation des dossiers administratif, technique et financière, ne contenant pas l'offre témoin scellée seront irrecevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque de premier rang agréée par le Ministère en charge des Finances, valable pendant **treinte (30) jours** au delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Avant toute élimination de candidats présentant des pièces administratives jugées non conformes aux exigences du DAO, qu'un délai supplémentaire d'au moins 48 heures soit accordé à ces derniers pour, soit fournir des informations complémentaires, soit mener des vérifications supplémentaires sur la validité de la pièce reçue.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois à la date initiale de remise des offres.

15. Critères d'évaluation des offres :

15-1 : Critères éliminatoires

Dossier administratif :

- a) Absence de la caution de soumission;
- b) Absence après un délai de 48 heures après la notification, d'au moins une des pièces du dossier administratif à l'exception de la caution de soumission ;
- c) Non-conformité après un délai de 48 heures après la notification, d'au moins une des pièces du dossier administratif ;
- d) Fausse déclaration, pièce falsifiée ou non authentique,

Offre technique:

- a) Fausse déclaration, documents falsifiés en lieu et place des copies certifiées ou originaux ;
- b) Absence de la note méthodologique (organisation, planning et compréhension du projet) ;
- c) Absence de la déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le MINMAP ;
- d) Absence d'un Chef de mission remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO ;
- e) Absence d'une capacité de financement (Ligne de crédit disponible) d'au moins 600 000 (six cent mille) de FCFA, délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministre en charge des Finances ;
- f) Absence d'un contrat de sous - traitance avec un laboratoire géotechnique agréé dûment complété suivant le modèle de la pièce 9.8 (pour ceux qui n'en dispose pas en leur sein) ou une copie de l'agrément (pour ceux qui en dispose en leur sein);
- g) Utilisation d'un agent public sans justificatif de sa libération de la fonction publique;
- h) N'avoir pas obtenu une note technique supérieure ou égale à 70/100.

Offre financière :

- a) Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces suivantes : lettre de soumission, bordereau des prix unitaires (BPU), détail quantitatif et estimatif (DQE) et sous-détails des prix ;
- b) Omission dans l'offre financière (BPU, DQE et Sous-détail des prix) d'un prix unitaire quantifié.

15-2 : Critères essentiels

Les offres techniques

Les offres techniques seront notées suivant les critères essentiels ci-après:

- a) Qualification des experts et leur expérience dans le domaine du projet sur 40 points;

- b) Moyens techniques et matériels à mettre en place par lot postulé sur 40 points;
- c) Références du BET sur 18 points ;
- d) Attestation de la visite de site sur 01 point ;
- e) Rapport documenté de la visite de site sur 01 point.

Les offres financières

Seules les offres financières des soumissionnaires dont l'offre aura été déclarée recevable à l'issue de l'examen de la conformité des pièces administratives (1ère étape) et de l'évaluation technique (2ème étape) seront évaluées et notées, en fonction des critères ci-après :

$$NM = MMd \times 100 / MS$$

NM= Note relative au montant de l'offre financière du soumissionnaire ;
 MMd= Montant évalué de l'offre la moins-disante;
 MS = Montant évalué du soumissionnaire.

Une pondération sera faite entre la note technique et la note financière pour obtenir la note finale N (note technico-financière) suivant la formule ci-après :

$$N = [(70 \times \text{Note Technique}) + (30 \times \text{Note Financière})] / 100$$

16. - Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Attribution du marché :

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la mieux-disante, c'est-à-dire celle ayant obtenu la note finale la plus élevée, et jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres.

18. Renseignements complémentaires :

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus à la Direction des Affaires Générales (Sous-Direction des Marchés Publics / Service des Appels d'Offres, situé au Rez de Chaussée de l'Immeuble KEANO, abritant certains Services du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble où est logée la Cellule Spéciale de l'Enregistrement des Impôts (voie d'accès en pavé) sise au quartier Mvog-Ada).

Yaoundé, le _____



RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC WORKS

LIMITED NATIONAL INVITATION TO TENDER

No _____/AONR/MINTP/CMPM-TI/2018 of _____

in emergency procedure for the technical control and supervision of the rehabilitation works of the Bantoum II Junction -Nemba-Nigeria ; Mantoum I- Mantoum II and Inter RN4 (Kinding Nde) - Bantoum-Yaka road (23Km) in the Mbam et Inoubou Division, Centre Region.

Financing: MINTP PIB (2018 Financial Year et seq)

Line : 52 36 467 03 33 00 20 2250

On behalf of the Government of the Republic of Cameroon, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues an Open National Invitation to Tender for the above works.

1. Object

The works concern the technical control and supervision of the rehabilitation works of the Bantoum II Junction -Nemba-Nigeria ; Mantoum I-Mantoum II and Inter RN4 (Kinding Nde) - Bantoum-Yaka road (23Km) in the Mbam et Inoubou Division, Centre Region.

2. Allotment

The works shall be tendered for in one (1) lot as follows:

Region	Division	Stretch	Estimated length (KM)	Estimated budget incl. of taxes	Timeframe (months)	Type of intervention
CENTRE	MBAM ET INOUBOU	BANTOUM II JUNCTION -NEMMA-NIGERIA ; MANTOUM I JUNCTION -MANTOUM II ET INTER RN4 (KINDING NDE) - BANTOUM-YAKA	23	20 000 000	7	Technical control and supervision

3. Scope of works

The prestation shall comprise the following tasks:

- Supervise the execution of the works;
- Ensure the technical and geotechnical control of the execution of the works;
- Propose for the signature of the Service Head of the contract, the service orders necessary for the proper execution of the works;
- Ensure quality insurance and the implementation of environment protection measures;

- Ensure the drafting of the verification plans.

The scope of works is detailed in the special technical conditions.

4. Eligibility

Participation in this tender shall be open on equal conditions to the following Cameroon-law abiding consulting firms or joint-ventures pre-selected after Request for Expression of Interest No.027/AMI/MINTP/2018 of 19 April 2018.

N°	BET OU GROUPEMENT DE BET	BP	TEL
1	SETEC INGENIERIE	10083 YAOUNDE	222 23 05 82/ 699 98 29 04
2	LE COMPETING	6718DOUALA	222 21 59 88 / 699 50 11 77
3	DIDON CONSEIL SARL	30011 YAOUNDE	222 20 69 09
4	GROUPEMENT PYRAMIDES INTER/ MATURIS	13 548 YAOUNDE 11 681 YAOUNDE	222 23 63 72
5	GROUPEMENT NEK CAMEROUN / BEM	25 129 YAOUNDE	699 78 79 73 / 243 73 36 27
6	ECTA BTP	785 YAOUNDE	222 22 04 65/ 222 22 00 87
7	GROUPEMENT GENERAL ENGINEERING/INTEG	11 088 YAOUNDE	242 73 86 37/ 699 92 48 95

5. Financing

Works under this tender shall be financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Public Works for the 2018 Financial Year et seq. The estimated cost of the works shall stand at **twenty million (20 000 000) francs**, inclusive of taxes.

6. Timeframe

The execution timeframe shall be **seven (7) months**.

7. Contracting authority

After the evaluation of offers, the contract shall be signed between the Cameroon Ministry of Public Works, Project Owner and the successful tenderer.

8. Provisional guarantee (bid bond)

Tenders shall include a provisional guarantee (bid bond) valid for one hundred and twenty (120) days, issued in keeping with the tender model by a first class banking institution approved by the Minister in charge of finance. The amount of the guarantee shall stand at **twenty-five thousand (25 000) francs CFA**.

The said receipt must identify the payer as representing a contractor willing to participate in the tender.

9. Provisional guarantee (bid bond)

Tenders shall include a provisional guarantee (bid bond), valid for a period of one hundred and twenty (120) days and issued in keeping with the tender model by a

first class banking institution approved by the Minister in charge of finance. The amount of the guarantee shall stand at:

Provisional guarantee in CFA Francs
300 000

Lest they be rejected, shall be submitted only the original of the provisional guarantee dating less than three (3) months old.

The provisional guarantees of unsuccessful tenderers shall be released automatically at most thirty (30) days with effect from the expiration of the tender validity. That of the successful tenderer shall be released after the constitution of the definitive guarantee.

Ordinary or certified checks shall not be accepted as provisional guarantee.

10. Consultation of tender documents

The tender documents may be consulted at the MINTP Sub-Department of Public Contracts Tenders Service, situated on the ground floor of KEANO Building, located behind the building hosting the Special Taxation Registration Unit (paved entrance) Mvog-Ada quarter.

11. Presentation of tenders

The tender constituent documents shall be presented in three volumes enclosed in a double envelope as follows:

- Envelope A containing the Administrative documents (Volume 1) and the Technical proposal (Volume 2);
- Envelope B containing the financial offer;
- Envelope C containing a pilot copy of the financial offer (sealed guiding offer) that will be transmitted to the organ charged with Public Contracts Regulation for conservation in keeping with article 92 paragraph 8 of decree 2018/366 of 20 June 2018 to lay down the public contract Code.

All the constituent documents (envelopes A, B and C) shall be enclosed in a large and sealed outer envelope bearing only the subject of the tender concerned.

The different documents of each tender shall be numbered in the order indicated in the tender file and separated by dividers of the same colour other than white.

12. Submission of tender

Drafted in English or French and in septuplicate (7) including one original and six (6) copies, labelled as such, tenders shall be submitted against a receipt at the MINTP Sub-Department of Public Contracts (Tenders Service), situated on the ground floor of KEANO Building, located behind the building hosting the Special Taxation

Registration Unit (see paved entrance) Mvog-Ada quarter no later than 4/10/2018 at 1 p.m. They shall bear the following:

"LIMITED NATIONAL INVITATION TO TENDER
No 74 /AONR/MINTP/CMPM-TI/2018 of 14/09/2018
in emergency procedure for the technical control and supervision of the
rehabilitation works of the Bantoum II Junction -Nemma-Nigeria ; Mantoum I-
Mantoum II and Inter RN4 (Kinding Nde) - Bantoum-Yaka road (23Km) in the
Mbam et Inoubou Division, Centre Region.
Financing: MINTP PIB (2018 Financial Year et seq)
Line : 52 36 467 03 33 00 20 2250

To be opened only at the tender-evaluation session."

Drafted in English or French, envelope C containing the pilot copy of the financial offer shall bear the following:

"LIMITED NATIONAL INVITATION TO TENDER
No 74 /AONR/MINTP/CMPM-TI/2018 of 14/09/2018
in emergency procedure for the technical control and supervision of the
rehabilitation works of the Bantoum II Junction -Nemma-Nigeria ; Mantoum I-
Mantoum II and Inter RN4 (Kinding Nde) - Bantoum-Yaka road (23Km) in the
Mbam et Inoubou Division, Centre Region.
Financing: MINTP PIB (2018 Financial Year et seq)
Line : 52 36 467 03 33 00 20 2250

PILOT COPY TO BE TRANSMITTED TO ARMP FOR CONSERVATION"

Tenders received after the submission deadline shall be rejected.

13. Opening of tenders

Tenders shall be opened in two stages.

- The administrative documents and the technical proposals shall be opened on 4/10/2018 at 2 p.m, in the meeting room of the MINTP Infrastructural Projects Tenders Board, situated at the Centre Regional Delegation of Public Works.

Only tenderers may attend the opening session or each have themselves represented by only one duly mandated person of their choice with sound knowledge of their file.

- Following the evaluation of the administrative documents and the assessment of the technical proposals, the financial offers shall be opened under the same conditions on a date to be communicated to tenderers with compliant administrative files and having scored a technical mark of at least 70 out of 100 points.

All tenderers may attend the opening session or each have themselves represented by only one duly mandated person (even in the event of joint-venture) of their choice with sound knowledge of their file.

14. Tender compliance

Tenders not respecting the separation mode of the administrative documents, the technical proposals and the financial offers **or not containing the pilot offer** shall be rejected.

Tenders not in keeping with the tender requirements, especially the absence of the provisional guarantee issued by a first class banking institution approved by the Minister in charge of finance and valid for a period of thirty (30) days with effect from the tender-validity date shall be rejected.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation.

Before any rejection, the consultants with compliant administrative documents shall be allowed an additional period of at least 48 hours either to provide further information or to carry out other verifications on the validity of the documents received.

They must date no more than three (3) months old on the initial tender-submission deadline.

15. Tender evaluation criteria

15.1 Eliminatory criteria

Administrative documents

- a) Absence of provisional guarantee;
- b) Absence after a deadline of 48 hours following the notification, of at least one of the administrative documents except the provisional guarantee;
- c) Non-compliance after 48 hours following the notification, of at least one of the administrative documents;
- d) False declaration, forged or non-authentic document;

Technical proposal

- a) False declaration, forged or scanned document in place of true or original copies;
- b) Absence of the methodology note (organization, planning and understanding of the project);

- c) Absence of a former declaration attesting that the tenderer has not abandoned a contract during the past three (3) years and that he is not on the list of defaulting contractors published by MINMAP;
- d) Absence of a Mission Head meeting the relevant qualification and experience;
- e) Absence of a financial capacity (credit line available) of at least **ten million (10 000 000) CFAF**, issued by a 1st class banking institution approved by the ministry in charge of finance;
- f) Absence of a sub-contracting contract with an authorized geotechnical laboratory duly filled according to the model in document 9.8 (for those who do not have one) or a copy of authorization (for those who have one);
- g) Use of a public agent without justification of his liberation from the public service;
- h) Failure to score a technical mark of at least 70/100.

Financial offer

- a) Incomplete financial offer due to the absence of one of the following documents: tender letter, unit price list (BPU), quantitative and cost estimate (DQE) and price sub-details;
- b) Omission of a BPU and/or DQE quantified price.

15.2 Essential criteria

Technical proposal

The technical proposal shall be evaluated as per the following essential criteria:

- a) Qualification of experts and their experience in the project area out of **40 points**;
- b) Technical resources and equipment to be mobilized per lot tendered for out of **40 points**;
- c) Consultant's reference out of **18 points**;
- d) Attestation and documented site visit report out of **2 points**.

NB: The administrative documents and the technical proposals signed by non-competent authorities shall not be considered.

Financial offer

Only the financial offers of tenderers with compliant administrative documents (stage 1) and technical proposals (stage 2) shall be evaluated as per the following criteria:

$$NM = MMd \times 100 / MS$$

NM = Tenderer's financial amount ;

MMd = Lowest bidder's evaluated amount;

MS = Tenderer's evaluated amount.

The technical mark and the financial mark shall be weighted to obtain a final mark N (technico-financial) using the following formular :

$$N = [(70 \times \text{Technical mark}) + (30 \times \text{Financial mark})] / 100$$

16. Tender validity

Tenderers shall be bound by their tender for a period of one hundred and twenty (120) days with effect from the tender-submission deadline.

17. Contract award

The contract shall be awarded to the tenderer with the lowest bid, that is having scored the highest final mark, and deemed to be essentially compliant with the tender.

18. Further information

Additional technical information may be obtained at the MINTP Department of General Affairs (Sub-Department of Public Contracts / Tender Service, situated on the ground floor of KEANO Building, located behind the building hosting the Special Taxation Registration Unit (paved entrance) Mvog-Ada quarter.

Yaounde, _____

Copied:

- MINMAP (ATCR)
- ARMP
- CMPM-TI/MINTP
- DGTI/LAK
- SOPECAM
- CHRONO
- ARCHIVES
- NOTICE BOARD



(LIMANUEL NGANOU)